

Conseil du 10 septembre 2026 / Gemeenteraad van 10 september 2026
Mondelinge vragen

Madame la Présidente: Je voulais dire qu'il y a trois questions, que l'on va les prendre dans l'ordre qui est indiqué sur la feuille. Elles vont être répondues. Par contre, je vous demande de vous tenir au temps de parole, c'est à dire deux minutes pour la question, en sachant que chaque question sur papier fait quatre et demi, cinq et demi, quatre et demi. Donc je vous demande de vous tenir aux deux minutes. Et donc une réplique de cinq minutes. Et la première question est du groupe PTB. Monsieur Fraiture.

Monsieur Loïc Fraiture: Oui, je voudrais quand même juste ne pas faire la question et que ce soit inscrit dans la retranscription qu'on se rapporte à toute la discussion qui vient d'avoir lieu et à tous les éléments de réponse qui ont en fait déjà été donnés plic-ploc. Ça, c'est pour ma question sur la sécurité, c'était le même thème, donc je veux juste qu'elle reste dans le PV, voilà. Pour la question de ma camarade, c'est autre chose.

Note de la rédaction :

La question orale introduite par Monsieur Loïc Fraiture sur la vague de violence entre trafiquants à Saint-Gilles est libellée comme suit :

Depuis quatre ans, nous n'avons cessé d'interpeller le gouvernement sur la violence liée au trafic de drogue dans la commune. L'impuissance est grande, le sentiment d'abandon de la population aussi. Nous avons tous les faits en tête : cambriolages, vols et vandalisme à répétition, tirs à l'arme de guerre, impacts de balles dans les fenêtres, voitures brûlées, explosions sur les seuils de nos maisons... Des blessés... À quand des balles perdues touchant un enfant ? Notre sécurité est en danger, ce n'est pas acceptable. Saint-Gilles est particulièrement touchée dans un contexte d'intensification de l'insécurité liée au narcotrafic dans notre capitale, dans les grandes villes et à l'international.

Les moyens à mobiliser contre les guerres de territoire et le crime organisé dépassent clairement le champ d'action d'une commune. Sans des moyens humains et technologiques conséquents pour assurer une présence capable de casser le trafic en surface, puis remonter et poursuivre la tête des réseaux, il n'y aura pas de solution à moyen terme, quoi que veuille nous faire croire le gouvernement, qui continue d'annoncer des mesures musclées one shot. Quant à la nécessité d'une politique profonde et durable, basée sur la participation, la proximité, la cohésion sociale, l'accompagnement médico-social et la lutte contre l'exclusion et la pauvreté, elle semble encore plus éloignée des intentions de nos gouvernements... Au contraire, les subsides prévention sont coupés "car leur efficacité est douteuse" selon le MR...

Le ministre a promis un peloton fédéral supplémentaire : combien de temps et combien d'agents pour notre quartier ?

Il fallait bien sûr intensifier rapidement les passages des patrouilles sur les points de deal. Mais ne nous faisons pas d'illusion : si on ne coupe pas le robinet et qu'on ne démantèle pas les réseaux jusqu'à la tête, le deal continuera un peu plus loin, créant de nouveaux problèmes ailleurs. Et vu le manque d'effectifs, ce n'est pas tenable dans la durée.

Le ministre a promis un renforcement structurel pour le judiciaire. Ouf ! Mais où sont les mesures concrètes ? Avez-vous des nouvelles à ce sujet ? Qu'en est-il du port d'Anvers et de la lutte contre l'argent sale ?

De nouveaux moyens pour la police de proximité vous ont-ils été annoncés ? Savez-vous si la réforme en cours des normes de financement va enfin prévoir une dotation fédérale par agent, à la hauteur des défis que Bruxelles rencontre en tant que capitale ? Pour rappel, le financement fédéral de nos zones est aujourd'hui, par agent, 30% plus faible que dans les autres régions du pays — ce qui explique que nos communes se retrouvent seules à devoir soutenir toujours plus leurs zones de police, alors que ce n'est normalement pas leur tâche.

Pour la réponse, il est donc renvoyé au compte-rendu du débat sur la motion déposée par la Liste du Bourgmestre, le groupe Ecolo/Groen, Mathias Looze et Yannis Bakhouché relative à la sécurité publique, à la lutte contre la criminalité organisée et au renforcement des politiques de prévention et de santé publique, dont le lien est repris ici.

Madame la Présidente: Donc, merci, Monsieur Fraiture, de nous faire avancer au plus vite. Et je voudrais passer après à la question numéro deux de Madame Chin. La parole est à vous.

Madame Laurence Chin: Je vais me dépêcher. Donc, en décembre dernier, le gouvernement MR/Engagés a taillé dans les budgets de l'enseignement. Ce sont des choix qui frappent directement l'égalité entre élèves et la cohésion sociale à l'école. Nous le disons clairement, la responsabilité première de cette politique antisociale est au niveau régional et fédéral. Face aux pertes des soutiens régionaux, le sous-financement structurel et les reports de charges qui pèsent sur les finances communales, les communes sont peu outillées pour maintenir certaines mesures sociales. Je raccourcis un petit peu, hein. Donc ma question concerne la gratuité des repas scolaires. Donc, on avait fait des gros progrès par le passé sur cette question. Maintenant, avec les mesures MR/engagés, on se demandait si la gratuité des repas serait quand même maintenue, comme vous le disiez, madame François la dernière fois dans les trois écoles que vous mentionniez et est-ce le cas en maternelle et en primaire ? Première question. Donc on rappelle que pour certains enfants, ce repas gratuit est la seule garantie d'un repas sain et complet. Alors par ailleurs, on voudrait aussi relever un point, c'est que oui, la responsabilité première la plus grave, c'est la suppression de la gratuité de ces repas. Mais il y a quand même un devoir de la commune, en tant que pouvoir organisateur, à organiser une bonne organisation et une bonne communication claire face à ces

changements qui vont peser très fort dans le budget des ménages. Donc, on parle de jusqu'à 2 000 € par an pour une famille de trois enfants par exemple, c'est énorme. Très, très loin de la gratuité scolaire. Et donc, lors par exemple de la rentrée plénière à l'école des quatre saisons où vous étiez présente Madame L'Echevine, donc, en l'absence d'une direction en cette école, hein, aucune explication n'a été donnée aux parents sur ce point. De plus, chaque école semble avoir communiqué différemment. Certaines annoncent un repas à 4,75 €, d'autres à 2,75 € plus frais de surveillance. Ça sème une confusion parmi les familles. Et donc à notre, à notre sens, il revient bien au pouvoir organisateur, de garantir une information unique, claire et parfaitement compréhensible. Alors, par rapport aux questions à ce sujet aussi, on voulait demander quel est aujourd'hui le taux d'inscriptions aux repas scolaires ? Et qu'en est-il des sorties scolaires ? Parce qu'il y a des rumeurs qui courent un petit peu. Est-ce que le nombre et la *et la* qualité des sorties scolaires seront maintenues ? Que prévoit le budget à ce sujet ? Merci.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Merci d'avoir raccourci votre question. Madame François.

Madame Catherine François: Madame la Conseillère, nous avons été estomaqués en novembre dernier par le choix du gouvernement MR/Engagés de la Fédération. Des choix qui ont impacté à la fois le statut des enseignants, mais également la politique de l'égalité, en posant des choix de société que nous ne partageons pas et qui reposent sur l'inégalité sociale et culturelle et le mépris de classe. Concrètement, il n'y a plus de subsides gratuits en tant que telle. Quelques chiffres : Un complément de 20 € par élève en maternelle est prévu. Avant, c'était 62. Un complément de 24 € pour le primaire. Avant, c'était 79 €. Donc est intégré aux subventions de fonctionnement des écoles. Pour votre information, la commune de Saint-Gilles, en 2019, avait lancé la gratuité du matériel scolaire. En 2020, les repas gratuits en maternelle pour toutes les écoles. La ministre s'était d'ailleurs inspirée de l'exemple saint-gillois pour mettre en place son décret gratuité pour le matériel scolaire et les repas en maternelle. Comme la commune avait déjà rendu le matériel gratuit, nous avons alors affecté la subvention gratuité aux sorties scolaires jusqu'en cinquième primaire, permettant ainsi d'élargir le concept d'école gratuite dont on nous vante les mérites à la Fédération. Aujourd'hui, nous sommes dans l'impossibilité de maintenir certaines mesures sociales au niveau de la commune. Vous n'êtes pas sans savoir que le report de l'austérité imposée par les différents gouvernements de la droite extrême nous oblige à revoir notre politique de gratuité. Et vous imaginez bien, comme femme de gauche, combien l'exercice est difficile. La perte sèche de financements nous oblige à augmenter la contribution des parents, comme je vous l'avais indiqué en juin dernier. Nous avons opté pour une politique de solidarité entre écoles qui consiste à immuniser les écoles les plus pauvres, tout en mettant fin à la gratuité des repas dans les écoles à indice socio-économique un peu plus élevé. C'est un principe de solidarité entre les parents. Ces mesures ont été annoncées aux associations de parents début 2026, afin de ne pas mettre les parents devant le fait accompli à la rentrée des classes. Les garderies sont donc maintenues gratuites à l'école du Parvis et la gratuité totale à l'école Léonie Lafontaine et Uylenspiegel, là, et vous, vous en parliez, là où le repas à l'école est parfois le seul repas sain de l'enfant, là où les familles peinent à remplir le frigo, là où les familles éprouvent des difficultés à payer leur loyer, là où les familles les plus

vulnérables se trouvent socialement et culturellement. Et comme je vous le disais en juin dernier dans cette même salle, comme femme de gauche, j'assume d'aider en priorité les écoles les plus pauvres. Mais je partage avec vous le fait que la classe moyenne est également appauvrie par les mesures d'austérité. Et vous connaissez la situation financière de la commune de Saint-Gilles et des communes de la première couronne Molenbeek, Anderlecht...qui ne nous permettent pas de compenser la perte des subsides et donc la brutalité des mesures fédérales et communautaires. Je vous rappelle aussi que pour les écoles où les repas ne sont plus gratuits en maternelle, les parents qui éprouvent des difficultés à payer la garderie et les repas scolaires, donc en dehors des deux écoles, peuvent, comme par le passé, introduire une demande d'aide spécifique au CEMO. Parce qu'à Saint-Gilles, on ne laisse personne en chemin. Quant à l'augmentation des prix de garderie, ceci n'avait pas été augmenté depuis 2015. Alors, évidemment, l'augmentation correspond à l'augmentation des coûts salariaux, des coûts d'énergie, des prix, l'augmentation des prix à la consommation, des frais de maintenance qui n'avaient pas été augmentés depuis dix ans. L'augmentation, euh le montant ne sera absolument pas indexé chaque année. Nous n'avons pas des tarifs modulés à Saint-Gilles pour les familles nombreuses. Par le passé, sachant que toutes les familles nombreuses n'ont pas le même pouvoir d'achat, vous serez d'accord avec moi pour dire qu'une famille qui travaille à la Commission européenne avec trois enfants n'a pas le même pouvoir d'achat que des jeunes enseignants à la Fédération Wallonie-Bruxelles. Donc nous avons préféré des mesures ciblées, analysées et introduites par le CEMO. Je peux vous assurer aussi que la commune de Saint-Gilles se situe dans la moyenne la plus basse. Si vous regardez les autres communes, des tarifs de garderie et de repas pratiqués en région bruxelloise, l'augmentation des prix de garderie a aussi été présentée aux associations de parents. Les parents comprenant l'idée, évidemment, que la réduction de financements nous imposait d'indexer nos prix de garderie. Vous évoquez la réunion de parents à l'école quatre, à laquelle j'étais présente pour informer les parents de ce que le service enseignement mettait en place pendant la vacance de la direction. Lors de cette réunion de parents à laquelle vous assistiez, j'ai demandé à plusieurs reprises si les parents avaient des questions sur la nouvelle rentrée scolaire. Donc il y a eu deux réunions, une réunion le 30 août et une réunion le 1^{er} septembre. J'ai chaque fois demandé aux parents s'il y avait des questions. Il n'y avait pas de questions. Pour ce qui concerne de la communication envers les parents, elle a été faite comme chaque année, de manière coordonnée à travers l'avis de rentrée que vous recevez dans les cartables ou l'avis de rentrée mentionne 2,75 € le prix du repas en maternelle et 2 € par jour pour la garderie. Si des informations erronées ont circulé dans des groupes WhatsApp ou ailleurs, ce n'est pas de la responsabilité du pouvoir organisateur, puisqu'une communication claire et précise euh a été faite par les services comme les autres années. Pour le...Et je termine....

Madame la Présidente: Oui merci!

Madame Catherine François: Pour le taux d'inscription aux repas scolaires, tous les parents n'ont pas encore fait les commandes. Donc je vous propose de vous le communiquer par mail une fois qu'on aura arrêté et si on voit effectivement que les chiffres nous donnent des indications qui pourraient être en porte à faux avec la décision

qu'on a prise sur le repas scolaire en maternelle, on est évidemment prêts à revoir notre copie.

Madame la Présidente: Merci, Madame François et Madame Chin, une réplique d'une minute, s'il vous plaît.

Madame Laurence Chin: Non mais je ne vais pas utiliser ma minute. Merci beaucoup.

Madame la Présidente: Merci beaucoup. Et donc, on passe à la dernière question, de laatste vraag van de Heer Kostas Aligiannis.

Mijnheer Kostas Aligiannis: Dank u, Mevrouw de Voorzitter. Ik zal het heel kort houden. Het is al meerdere keren gezegd vanavond. We zitten met een bijzonder complexe problematiek als het op veiligheid aankomt. Tegelijkertijd werden er verschillende maatregelen aangekondigd. De maatregelen moeten twee dingen garanderen, dat de investeringen een werkelijke meerwaarde bieden en dat ze hand in hand gaan met een robuust, goed gefinancierd preventiebeleid, de sociale oorzaken van onveiligheid aanpakt. In deze context, onze vragen: zijn de aangekondigde extra agenten inmiddels ook in Sint-Gillis aangekomen? Zo ja, hoeveel precies en hoe worden ze verspreid binnen de gemeente? Een tweede vraag, is dat er wordt gesproken over veertig extra camera's op gewestelijk niveau. Voordat we bomen beginnen te kappen om deze te installeren, kunnen we ons misschien even afvragen hoeveel camera's de gemeente Sint-Gillis vandaag al heeft en hoeveel van het daarvan werken ook effectief en gezien de hoge kosten en nogal beperkt bewezen effectiviteit van de camera's? Hoe garanderen we dat deze een reële meerwaarde bieden? Hebben we een zicht over het aantal gevallen die in de voorbije jaren dankzij camerabeelden zijn opgelost? Heeft de politie of het parket hier cijfers over? En een laatste vraag zijn de gemeentelijke diensten voor jeugd, sociale cohesie, preventie en gelijke kansen beschermd tegen besparingen? Gezien hun strategisch belang voor veiligheid op lange termijn? Hoe wordt dit afgestemd met gewestelijke en federale veiligheidsmaatregelen, zodat repressie en preventie elkaar echt versterken? Dank u.

Madame la Présidente: Dank u wel, meneer de Burgemeester.

Monsieur le Bourgmestre: Ik zal misschien een mix van de twee sets doen in mijn eigen taal. Ik dank u voor uw vraag. Ik heb reeds de gelegenheid gehad om de toelichting bij de motie van vanavond te horen, evenals mijn antwoord aan de Heer Fraiture (Mais ça je l'ai pas faite hein). Ik hoef mijn betrokkenheid en inzet voor deze zaak dan ook niet verder toe te lichten. Met dezelfde toewijding hebben we, heb ik me mij verdiept in het cameradossier. Eén ding moet u weten. Het is niet eenvoudig (mais ça vous vous en doutiez) tussen de camera's voor netheid, mobiliteit, veiligheid, waartoe wij geen toegang hadden. De institutionele mogelijkheden om toegang te verkrijgen via samenwerkingsprotocollen die inmiddels zijn afgesloten, zij(n) het niet met (meer) Brussels Mobiliteit. Technische boekhoudkundige aspecten, overheidsopdrachten. Veel kwestie van stedenbouwkundige problemen, zonder de problemen van de bomen hein, nee toch niet. Het onderhoudscontract, de teams voor gegevensanalyse. De gebrekkige

kwaliiteit van de apparatuur, les analyses qualité, les analyses d'impact, dat is niet gemakkelijk, waarover wij beschikken, wanneer die al werkt, enzovoort et quand on a pas de sabotage hein parce qu'il y a aussi beaucoup de sabotage. Kortom, een camera is niet zomaar een camera, Het is een echt institutioneel parcours. Misschien hebt u de opvallende titel gezien die onze vrienden van de DH graag gebruiken. "Spinette wil alle camera's van Brussel centraliseren". Dat is de werk van onze gouverneur die bezig is met deze missie. Dat is niet zo gemakkelijk hein. Dat is drie jaar ik wacht daarover hein en ik heb dat daar gevraagd voor allen, de STIB, voor de NMVB, voor de metrostation, voor de station zuid en zonder protocol van akkoord voor is van geloof mij, dat bestaat wel, maar we kunnen ze zeggen dat is ook een centraal coördinatie in Brussel. Dat is er. De zes zones van Brussel zullen in dezelfde plaats zijn. Dat is al de, de, het, de, et echt wel voor de politiezone Zuid en drie andere. De twee laatste zijn Montgomery et celle avec Koekelberg et Noord, La Zone Noord en Montgomery zullen komen in twee maanden, dus in de, in het einde van oktober. Daarom had ik inderdaad aan onze Minister van Binnenlandse Zaken voorgesteld om de aankoop van de bewakingscamera's, sorry voor het hele land, te centraliseren via een aankoopcentrale die zowel Antwerpen als voor de politie Zuid zou gelden. Maar ik denk dat een regionale oplossing zal te vinden zijn. Ik hoop dat voor in de verschillende weken. Zo zouden een aantal problemen stroomopwaarts kunnen worden weggewerkt en zou de uitrusting kunnen worden geharmoniseerd. Op gewestelijke niveau, bij dezelfde suggestie gedaan aan de Hoge Ambtenaar; la même gouverneur mais dans une autre fonction. De gemeente heeft twee jaar geleden een budget van één honderdentachtig honderd euro vrijgemaakt voor een aankoop van camera's die vandaag zowel voor netheid als veiligheid worden ingezet, maar alleen vier voor één honderd en vijftig. Dat is een beetje kort en zonder onderhouding contract. Ca suffit je vais aller dormir...

Mais peut-être pour faire vite et je vais le faire en français, ce sera moins laborieux, même si vous voyez j'essaye de verbeteren mijn tweede taal.... Je pense que les caméras - on a confié, fait un rapport complet, je l'expliquais dans la réponse, on a un réseau de soixante-six caméras dont quinze ont été bousillées régulièrement - sont un peu obsolètes. Elles sont dans le programme de rénovation. On a dépensé 20 millions de 2,3 millions de caméras entre 2012 et 2020, le même montant entre 2020 et 2025.

Donc il y a une accélération. On a fait fois deux, effectivement, on a demandé des subsides et le subside de Quintin est le bienvenu. Par contre, c'est vrai que pour les contrats d'entretien, la surveillance, la coordination, c'est compliqué. C'est vrai que toutes nos opérateurs régionaux Bruxelles Mobilité, c'est une règle, Bruxelles le machin, Bruxelles machin. Donc on va arrêter tous les Bruxelles machin. Je pense que la Gouverneure et le Ministre Président ont dit qu'ils allaient centraliser, et donc c'est l'objectif et en tout cas, d'avoir des contrats de maintenance et avoir un opérateur régional qui doit travailler avec des opérateurs désignés en sous cascade qui puissent être là. Je confirme que, comme vous, les caméras ne sont pas une solution. Une autre solution, c'est les caméras mobiles qu'on peut déplacer à différents endroits parce que le phénomène se déplace et euh et surtout de privilégier la libération de nos hommes et femmes de terrain pour être sur place, pour que les caméras ne soient qu'un outil d'enquête à posteriori et pas une biprosaisation de notre espace public. Nous avons

encore onze caméras mobiles, mais elles ont été un peu piquées pour des raisons de sécurité qui s'occuperait de propreté et dix-huit caméras NPR sur notre territoire? J'ai découvert qu'il y en avait 200. On pourrait peut-être en ajouter une ou l'autre à certains endroits. Voilà kort en bondig. Bedankt en ik zal mijn schriftelijk antwoord geven in het nederlands en frans.

Mijnheer Kostas Aligiannis: Dank u ook bedankt voor het in het Nederlands te antwoorden. En het ene deel van mijn vraag is niet beantwoord en dat was over zichtbaarheid: hoeveel incidenten opgelost zijn dankzij de camera's.

Madame la Présidente: Dat kan misschien mee in het geschreven antwoord worden doorgegeven.

Mijnheer Kostas Aligiannis: Dan is dat.

Madame la Présidente: Dank u wel.

Mondelinge vraag van de Heer Kostas Aligiannis, Gemeenteraadslid van de Ecolo-Groen fractie over Veiligheid in Sint-Gillis: investeringen, camera's en een rechtvaardig preventiebeleid

Voorzitter, collega's,

De veiligheid van alle inwoners van Sint-Gillis staat vandaag onder druk. Steeds meer bewoners melden zich ongerust over schietincidenten, geweld en een groeiend onveiligheidsgevoel in onze straten. Dat is niet abstract: ik wil dit illustreren met de getuigenis van ons raadslid Narjisse, die vandaag niet aanwezig is, maar die recent zelf getuige was van schoten met kalasnikovs vlak voor haar raam. Dat soort incidenten maakt pijnlijk duidelijk dat de veiligheidszorg in onze gemeente dringend versterkt moet worden. Tegelijk willen wij benadrukken: een veilige samenleving begint bij een rechtvaardige samenleving. Zonder aandacht voor preventie, jongerenwerk, sociale cohesie en gelijke kansen blijft elke politieversterking dweilen met de kraan open.

De voorbije weken zijn op gewestelijk en federaal niveau verschillende maatregelen aangekondigd naar aanleiding van de opeenvolgende schietpartijen in Brussel. Sommige daarvan zijn welkom en logisch: extra federale agenten voor de Brusselse politiezones, versterking van speciale eenheden en een nauwere coördinatie tussen lokale en federale politie. Over andere maatregelen stellen wij ons meer vragen: mobiele camera's, drones die overigens ook camera's aan boord hebben, het schrappen van steps, en de aanstelling van een gewestelijke drugscommissaris terwijl er op federaal niveau al zo iemand bestaat.

Een zichtbare, goed uitgeruste en goed gecoördineerde politiemacht is noodzakelijk om acute crisissen op te vangen en netwerken aan te pakken. Maar politie alleen is geen langetermijnoplossing voor dit complexe probleem. De recente maatregelen moeten

daarom twee dingen garanderen: dat de investeringen werkelijk meerwaarde bieden, en dat ze hand in hand gaan met een robuust, goed gefinancierd preventiebeleid dat de sociale oorzaken van onveiligheid aanpakt.

Dat geldt in het bijzonder voor de uitbreiding van de videosurveillance. Volgens analyse van de Inter-Environnement Bruxelles (IEB) telt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest al jaren een zeer uitgebreid cameranetwerk: van ongeveer 192 camera's in de openbare ruimte in 2006 naar 796 in 2015, en rond 1.200 politiecamera's in 2022. De kostprijs is hoog: per camera wordt geschat op 8.000 tot 27.000 euro en bovendien staan volgens *L'Echo* 20% van de camera's in de politiezone Zuid buiten gebruik. Daarbij is het afschrikkend effect van de camera's volgens IEB niet bewezen.

In die context zijn de volgende vragen voor ons essentieel:

- Zijn de aangekondigde extra agenten inmiddels ook in Sint-Gillis aangekomen? Zo ja, hoeveel precies? Gelden deze versterkingen voor het hele Brussels Hoofdstedelijk Gewest of zijn er wijken of zones die prioriteit krijgen? Hoe wordt de spreiding binnen Sint-Gillis bepaald?
 - Er wordt gesproken over “40 extra camera's” op gewestelijk niveau. Maar voordat we het advies van Minister Quintin volgen en al bomen beginnen te kappen is het misschien belangrijk om te weten: Hoeveel camera's heeft de gemeente Sint-Gillis vandaag al, zowel vast als mobiel? Hoeveel daarvan werken ook effectief?
 - Gezien de hoge kosten en de beperkt bewezen effectiviteit van camera's in de openbare ruimte, hoe garandeert men dat nieuwe camera's een reële meerwaarde bieden ten opzichte van het bestaande netwerk? Hoeveel gevallen zijn het voorbije jaar dankzij camerabeelden (gedeeltelijk of volledig) opgelost? Heeft de politie of het parket hier cijfers over?
 - Zijn de gemeentelijke diensten voor jeugd, sociale cohesie, preventie en gelijke kansen “beschermd” tegen besparingen, gezien hun strategisch belang voor veiligheid op lange termijn? Hoe wordt dit afgestemd met de gewestelijke en federale veiligheidsmaatregelen, zodat repressie en preventie elkaar echt versterken?
-

Monsieur le Président, chers collègues,

La sécurité de tous les habitants de Saint-Gilles est aujourd'hui sous pression. De plus en plus de riverains nous font part de leur inquiétude face aux fusillades, aux violences et au sentiment croissant d'insécurité dans nos rues. Cette réalité n'a rien d'abstrait. Je souhaite l'illustrer par le témoignage de notre conseillère communale Narjisse, absente aujourd'hui, mais qui a récemment été témoin de tirs à la kalachnikov juste sous ses

fenêtres. Ce type d'incident montre de manière particulièrement préoccupante qu'il est urgent de renforcer les politiques de sécurité dans notre commune.

Dans le même temps, nous tenons à souligner qu'une société sûre commence par une société juste. Sans une attention soutenue à la prévention, au travail de jeunesse, à la cohésion sociale et à l'égalité des chances, tout renforcement policier risque de n'être qu'un remède temporaire à des problèmes plus profonds.

Ces dernières semaines, plusieurs mesures ont été annoncées aux niveaux régional et fédéral en réaction aux fusillades qui se sont succédé à Bruxelles. Certaines d'entre elles nous paraissent bienvenues et pertinentes : le renforcement des effectifs fédéraux dans les zones de police bruxelloises, le soutien aux unités spéciales et une coordination accrue entre les polices locale et fédérale.

D'autres mesures suscitent davantage de questions : le recours à des caméras mobiles, à des drones également équipés de caméras, l'interdiction des trottinettes, ou encore la nomination d'un commissaire régional aux drogues alors qu'une fonction similaire existe déjà au niveau fédéral.

Une police visible, correctement équipée et bien coordonnée est indispensable pour faire face aux crises aiguës et démanteler les réseaux criminels. Mais la police seule ne constitue pas une solution durable à ce problème complexe. Les mesures récentes doivent donc garantir deux choses : que les investissements consentis apportent une réelle valeur ajoutée, et qu'ils s'accompagnent d'une politique de prévention solide et correctement financée, capable de s'attaquer aux causes sociales de l'insécurité.

Cela vaut particulièrement pour l'extension de la vidéosurveillance. Selon une analyse d'Inter-Environnement Bruxelles (IEB), la Région de Bruxelles-Capitale dispose depuis plusieurs années déjà d'un réseau de caméras très étendu : d'environ 192 caméras dans l'espace public en 2006, à 796 en 2015, puis près de 1 200 caméras policières en 2022. Le coût est considérable : il est estimé entre 8 000 et 27 000 euros par caméra. De plus, selon *L'Echo*, 20 % des caméras de la zone de police Midi sont hors service. Enfin, l'effet dissuasif des caméras n'est, d'après l'IEB, pas démontré.

Dans ce contexte, les questions suivantes nous paraissent essentielles :

- Les agents supplémentaires annoncés sont-ils déjà arrivés à Saint-Gilles ? Si oui, combien exactement ? Ces renforts concernent-ils l'ensemble de la Région de Bruxelles-Capitale ou certaines communes et certains quartiers bénéficient-ils d'une priorité ? Comment leur répartition est-elle déterminée au sein de Saint-Gilles ?
- Il est question de « 40 caméras supplémentaires » à l'échelle régionale. Mais avant de suivre le conseil du ministre Quintin et de commencer à abattre des arbres, il serait peut-être utile de savoir : combien de caméras la commune de Saint-Gilles

possède-t-elle aujourd'hui, qu'elles soient fixes ou mobiles ? Combien sont effectivement opérationnelles ?

- Compte tenu du coût élevé et de l'efficacité limitée des caméras dans l'espace public, comment s'assure-t-on que les nouvelles installations apporteront une réelle valeur ajoutée par rapport au réseau existant ? Combien d'affaires ont-elles pu être résolues, en tout ou en partie, grâce à des images de vidéosurveillance au cours de l'année écoulée ? La police ou le parquet disposent-ils de chiffres à ce sujet ?
 - Les services communaux chargés de la jeunesse, de la cohésion sociale, de la prévention et de l'égalité des chances sont-ils préservés des mesures d'économie, compte tenu de leur importance stratégique pour la sécurité à long terme ? Comment leur action est-elle coordonnée avec les mesures de sécurité régionales et fédérales afin que prévention et répression se renforcent réellement mutuellement ?
-

Monsieur le Conseiller communal,

Je vous remercie pour votre question. Vous avez déjà eu l'occasion d'entendre la présentation de la motion de ce soir, ainsi que ma réponse à Monsieur Fraiture. Je n'ai donc plus besoin d'expliquer mon implication et mon dévouement à la cause.

Je me suis plongé dans le dossier caméras avec le même dévouement. Sachez une chose : ce n'est pas simple.

Entre les caméras propreté, mobilité, sécurité, auxquelles nous n'avons pas accès ; les difficultés institutionnelles pour avoir accès, à travers les protocoles d'accord qui sont maintenant conclus – pas avec BM ; des éléments de comptabilité technique ; de marchés publics ; la question urbanistique ; le contrat de maintenance ; les équipes pour l'analyse des données ; la piètre qualité des équipements que nous avons, quand ils fonctionnent ; etc. Bref, une caméra, ce n'est pas juste une caméra ; c'est un réel parcours institutionnel !

Vous aurez peut-être aperçu le titre accrocheur que nos amis de la DH ont l'habitude de faire : « Spinette veut centraliser toutes les caméras de Bruxelles ».

C'est pourquoi j'avais effectivement suggéré à notre ministre de l'Intérieur de centraliser l'achat des caméras de surveillance pour l'entière du pays, avec une centrale d'achat qui serait la même pour Anvers que pour la ZPM, pour surmonter une partie des difficultés rencontrées en amont et ainsi, harmoniser l'équipement. J'ai également fait la même suggestion au niveau régional, à la Haute Fonctionnaire.

La commune a débloqué un budget de 150 000€, il y a deux ans, pour l'achat de caméras qui servent aujourd'hui conjointement pour la propreté et pour la sécurité.

Car il faut être clair : lorsqu'elles sont correctement installées, entretenues et de qualité suffisante, les caméras constituent une aide réelle pour le travail policier et judiciaire. Elles ne remplacent ni les policiers ni les enquêteurs, mais elles leur fournissent des éléments utiles pour identifier les auteurs, reconstruire les faits et faire progresser les enquêtes.

Au cours des dernières années, les images enregistrées ont été consultées en moyenne environ 900 fois par an dans le cadre de dossiers judiciaires.

C'est d'ailleurs via une caméra « communale » que la police a pu rapidement interpellier les auteurs de la fusillade place des Deux Bancs à la fin du mois d'août. La police a également récupéré les Kalachnikov.

Le procureur du roi, dont il semble que tous les groupes ici soutiennent l'action, plaide également pour une amélioration rapide du réseau caméra car il se dit « aveugle » dans certains quartiers.

Pour autant, je souhaite être parfaitement clair sur un point : personne autour de cette table ne considère la vidéosurveillance comme une solution miracle. Mon horizon politique n'est certainement pas celui d'une société placée sous surveillance permanente, dans un Etat ultra policier et surveillé à la Big Brother.

Les caméras constituent un outil parmi d'autres. Elles permettent de mieux enquêter, de mieux documenter les faits et, dans certains cas, de mieux protéger la population. Mais elles ne s'attaquent pas aux causes profondes du phénomène.

J'apprécie la métaphore des orties : pour le moment, on s'acharne à couper les orties qui poussent et repoussent chaque année, au lieu d'en arracher les racines. Je plaide certainement pour éradiquer le problème à la racine.

Notre véritable objectif doit rester le démantèlement des organisations criminelles elles-mêmes : remonter les filières, identifier les commanditaires, suivre les flux financiers, lutter contre le blanchiment et frapper les réseaux mafieux là où cela leur fait réellement mal, c'est-à-dire dans leur modèle économique.

Aussi longtemps que ces objectifs ne seront pas atteints, nous devons nous donner les moyens d'agir sur tous les leviers disponibles. Cela implique notamment de poursuivre les investissements nécessaires dans les outils de vidéosurveillance lorsqu'ils répondent à un besoin opérationnel clairement identifié.

La ZPM m'informe du nombre de caméras : la commune de Saint-Gilles dispose de 66 caméras fixes, dont 15 sont actuellement hors service (principalement dans le quartier de la rue de France) en raison de travaux. Elle dispose également de :

- 11 caméras mobiles (relevant du niveau régional) ;
- 18 caméras ANPR (reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation), également au niveau régional.

Concernant vos autres questions sur les renforts annoncés par le fédéral, elles ont été transférées au chef de corps, en charge de la gestion opérationnelle de la zone. Je retransmets sa réponse ici :

« Les agents supplémentaires sont déployés sur l'ensemble du territoire de la Région bruxelloise. La commune de Saint-Gilles a bénéficié de ce renfort, ainsi que des effectifs complémentaires provenant des autres zones de police bruxelloises.

Ces effectifs sont affectés aux zones prioritaires en fonction des événements quotidiens et de l'évolution de la criminalité. Les agents supplémentaires sont encadrés par 1 CP, 1 HINP et 4 INP. Ils sont également appuyés par la brigade canine ainsi que par l'unité d'intervention rapide de notre zone de police, qui ont été orientées vers ces secteurs prioritaires (Gare du Midi, place Julien Franck, quartier Bethlehem et Defnet). »

Concernant votre dernière question, vous n'êtes pas sans connaître les contraintes budgétaires auxquelles les communes et la Région sont aujourd'hui confrontées. Dans ce contexte, chaque arbitrage est difficile. Néanmoins, nous sommes particulièrement attentifs à préserver ces politiques dans la mesure de nos capacités financières, précisément parce qu'elles participent à la prévention des phénomènes d'exclusion, de précarisation et de recrutement par les réseaux criminels.

C'est d'ailleurs pour cela que la dotation au CPAS est tout aussi importante que la dotation à la ZPM ; car exclusion sociale, précarité et sécurité sont deux faces d'une même pièce.

La réponse à la criminalité organisée ne peut être uniquement policière. Toutes les personnes impliquées dans cette lutte, qu'elles relèvent de la police, de la justice, du monde associatif, de la santé ou de l'action sociale, convergent aujourd'hui sur ce constat. La sécurité durable repose à la fois sur la répression des réseaux criminels, sur la prévention, sur l'accompagnement social et sur le maintien de la cohésion de nos quartiers.

Je vous remercie pour votre soutien pour les politiques de jeunesse, cohésion sociale et de prévention.

Traduction néerlandais :

Geachte gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw vraag. U hebt reeds de gelegenheid gehad om de toelichting bij de motie van vanavond te horen, evenals mijn antwoord aan de heer Fraiture. Ik hoef mijn betrokkenheid en inzet voor deze zaak dan ook niet verder toe te lichten.

Met dezelfde toewijding heb ik mij verdiept in het cameradossier. Eén ding moet u weten: het is niet eenvoudig.

Tussen de camera's voor netheid, mobiliteit en veiligheid, waartoe wij geen toegang hadden; de institutionele moeilijkheden om toegang te verkrijgen via samenwerkingsprotocollen die inmiddels zijn afgesloten, zij het niet met Brussel

Mobiliteit; technische boekhoudkundige aspecten; overheidsopdrachten(= [marchés publics](#)); stedenbouwkundige vraagstukken; het onderhoudscontract; de teams voor gegevensanalyse; de gebrekkige kwaliteit van de apparatuur waarover wij beschikken, wanneer die al werkt; enzovoort. Kortom, een camera is niet zomaar een camera; het is een echt institutioneel parcours!

Misschien hebt u de opvallende titel gezien die onze vrienden van de DH graag gebruiken: *“Spinette wil alle camera’s van Brussel centraliseren.”*

Daarom had ik inderdaad aan onze minister van Binnenlandse Zaken voorgesteld om de aankoop van bewakingscamera’s voor het hele land te centraliseren, via één aankoopcentrale die zowel voor Antwerpen als voor de politiezone Midden zou gelden. Zo zouden een aantal problemen stroomopwaarts kunnen worden weggewerkt en zou de uitrusting kunnen worden geharmoniseerd. Op gewestelijk niveau heb ik dezelfde suggestie gedaan aan de Hoge Ambtenaar.

De gemeente heeft twee jaar geleden een budget van 150.000 euro vrijgemaakt voor de aankoop van camera’s die vandaag zowel voor netheid als voor veiligheid worden ingezet.

Laat ons duidelijk zijn: wanneer ze correct worden geïnstalleerd, onderhouden en van voldoende kwaliteit zijn, vormen camera’s een reële ondersteuning voor het politieel en gerechtelijk werk. Ze vervangen noch politieagenten noch onderzoekers, maar leveren wel nuttige elementen aan om daders te identificeren, feiten te reconstrueren en onderzoeken vooruit te helpen.

De voorbije jaren werden de opgenomen beelden gemiddeld ongeveer 900 keer per jaar geraadpleegd in het kader van gerechtelijke dossiers.

Het was overigens dankzij een “gemeentelijke” camera dat de politie de daders van de schietpartij op het Twee Bankenplein eind augustus snel kon oppakken. De politie heeft eveneens de Kalasjnikovs teruggevonden.

De procureur des Konings, wiens optreden naar het lijkt door alle fracties hier wordt ondersteund, pleit eveneens voor een snelle verbetering van het cameranetwerk, omdat hij aangeeft in bepaalde wijken “blind” te zijn.

Toch wil ik één punt volstrekt duidelijk maken: niemand rond deze tafel beschouwt cameratoezicht als een wondermiddel. Mijn politieke horizon is zeker niet die van een samenleving die permanent onder toezicht staat, in een ultragepolitiseerde en gecontroleerde Big Brother-staat.

Camera’s zijn één instrument onder vele andere. Ze maken beter onderzoek mogelijk, helpen feiten beter te documenteren en kunnen in bepaalde gevallen bijdragen aan een

betere bescherming van de bevolking. Maar ze pakken de dieperliggende oorzaken van het fenomeen niet aan.

Ik waardeer de metafoor van de brandnetels: momenteel blijven we de brandnetels afsnijden die elk jaar opnieuw groeien, in plaats van de wortels uit te trekken. Ik pleit er zeker voor om het probleem bij de wortel aan te pakken.

Ons werkelijke doel moet de ontmanteling van de criminele organisaties zelf blijven: de netwerken blootleggen, de opdrachtgevers identificeren, de geldstromen volgen, witwaspraktijken bestrijden en de maffianetwerken treffen waar het hen echt pijn doet, namelijk in hun economisch model.

Zolang deze doelstellingen niet zijn bereikt, moeten wij ons de middelen geven om op alle beschikbare hefboomen in te werken. Dat betekent onder meer dat we moeten blijven investeren in cameratoezicht wanneer dit tegemoetkomt aan een duidelijk geïdentificeerde operationele behoefte.

De politiezone Midden deelt mij mee dat de gemeente Sint-Gillis over 66 vaste camera's beschikt, waarvan er momenteel 15 buiten werking zijn (vooral in de Frankrijkstraatwijk) wegens werkzaamheden. Daarnaast beschikt zij over:

- 11 mobiele camera's (op gewestelijk niveau);
- 18 ANPR-camera's (automatische nummerplaatherkenning), eveneens op gewestelijk niveau.

Wat uw andere vragen betreft over de door de federale overheid aangekondigde versterkingen, werden deze doorgestuurd naar de korpschef, die verantwoordelijk is voor het operationele beheer van de politiezone. Ik geef zijn antwoord hieronder weer:

“De extra-agenten worden ingezet over het hele Brusselse gewest. Sint-Gillis heeft hiervan gebruik gemaakt samen met de versterkingen van de andere Brusselse zones. Deze worden ingezet op de prioritaire zones en dit in functie van de dagelijkse gebeurtenissen en criminaliteit.

De extraagenten worden omkaderd door 1cp, 1 hinpp, 4 inp en begeleidt door de hondenbrigade en onze snelle reactie unit van onze politiezone die georiënteerd werden op deze zones (zuidstation, j. franck, bethlehem, defnet).”

Wat uw laatste vraag betreft, bent u uiteraard op de hoogte van de budgettaire beperkingen waarmee de gemeenten en het Gewest vandaag worden geconfronteerd. In die context is elke afweging moeilijk. Niettemin besteden wij bijzondere aandacht aan het behoud van deze beleidsmaatregelen binnen de grenzen van onze financiële mogelijkheden, juist omdat zij bijdragen aan de preventie van uitsluiting, bestaansonzekerheid en rekrutering door criminele netwerken.

Daarom is de dotatie aan het OCMW even belangrijk als de dotatie aan de politiezone Midden; sociale uitsluiting, bestaansonzekerheid en veiligheid zijn immers twee kanten van dezelfde medaille.

Het antwoord op georganiseerde criminaliteit kan niet uitsluitend politieel zijn. Alle betrokken actoren in deze strijd, of zij nu uit de politie, justitie, de verenigingssector, de gezondheidszorg of het maatschappelijk werk komen, delen vandaag dezelfde vaststelling.

Duurzame veiligheid berust zowel op de bestrijding van criminele netwerken als op preventie, sociale begeleiding en het behoud van de samenhang in onze wijken.

Ik dank u voor uw steun aan het jeugdbeleid, de sociale cohesie en het preventiebeleid.